

« Longwy la rouge ». Restructuration sidérurgique, économie morale et mobilisations sociales : monographie d'un bassin industriel en lutte (1978-1984)



Manifestation interprofessionnelle pour la défense de la sidérurgie, qui rassemble environ 15 000 personnes dans les rues de Longwy, le 19 décembre 1978. Au premier plan, les représentants de l'intersyndicale ouvrent la voie, réunis derrière le mot d'ordre « Longwy vivra ». (Archives nationales de la CFDT, Paris ; 4BA133)

Durant une large partie du XXe siècle le bassin industriel de Longwy, situé au Nord de la Lorraine, a constitué l'une des places fortes du pays en matière de production sidérurgique. Ce développement industriel vertigineux, insatiable en main d'œuvre, a notamment contribué à créer une forme de vie ouvrière singulière caractérisée entre autres par un fort multiculturalisme, une intense vie communautaire partagée entre l'usine et la cité et un ancrage puissant du communisme en son sein, et dont l'apogée se situe dans les années 1960-1970. La crise qui frappe la sidérurgie continentale et le processus global de désindustrialisation qui émerge en occident à partir des années 1970 met gravement en péril ce monde social singulier. Néanmoins, ce processus brutal n'a pas été sans susciter de vives résistances au sein d'une population locale

qui vit alors mal la remise en cause relativement soudaine de ses conditions d'existence mais aussi de l'économie morale qui la liait jusqu'ici à l'État et au patronat sidérurgique.

En s'appuyant sur des sources inédites et variées, telles que des rapports des renseignement généraux, de la littérature militante, des archives orales ou encore des articles de la presse locale et nationale, ce travail de thèse entend faire la lumière sur ces formes de résistance multiples et protéiformes, dont certains aspects continuent d'irriguer les mobilisations de notre époque. En outre, l'étude de ces formes de résistance, ainsi que des discours qui les encadrent, permet d'appréhender la manière dont les populations concernées vivent ces restructurations mais aussi l'univers social qu'elles entendent préserver en s'y opposant.

Ainsi, à l'intense séquence de fermetures d'usines et de suppressions d'emplois que connaît la région entre 1978 et 1984 répond une séquence de lutte non moins intense qui mobilise la majorité de la population locale et qui rencontre un écho national voire international. Durant ces quelques années, Longwy se retrouve propulsée au cœur de l'actualité du pays et semble parfois même constituer l'un des théâtres privilégié de la confrontation qui se joue alors entre capital et travail. Située à un moment charnière de l'histoire politique française, soit entre la fin des « années 68 » et l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981, cette séquence de lutte hérite autant qu'elle diffère des mouvements sociaux qui l'ont précédée, tant du point de vue de la diversité des acteurs et actrices qui se mobilisent que de celui des questionnements, parfois conflictuels, qui émergent alors à propos du travail en usine. Enfin, en empiétant sur deux mandats présidentiels en théorie opposés - l'un de droite incarné par Valéry Giscard d'Estaing et l'autre de gauche incarné par François Mitterrand – cette séquence donne à voir les continuités plutôt que les discontinuités qui caractérisent alors certaines des décisions prises au plus haut niveau de l'État dans le domaine économique. Ce faisant, ce travail de thèse entend également étudier les conséquences de cette suite quasi-ininterrompue de restructurations industrielles en matière de vote et de culture politique sur un territoire aussi impacté que celui du bassin de Longwy.

Théo Georget, docteur en histoire, chercheur associé au Centre de recherche universitaire lorrain d'histoire (CRULH).